

On nous écrit de Grande-Bretagne

Jean-Marie Harribey

Nous poursuivons ici la publication de la correspondance imaginaire entre Marx et Keynes, les archives personnelles de ces deux penseurs appartenant désormais au domaine public.

Cambridge, le 20 novembre 2012,

Mon cher Marx,

Je vous demande bien pardon d'avoir autant tardé pour donner suite à notre premier échange en date du 24 octobre 2008.¹ C'était l'époque de la faillite de la banque Lehman Brothers et de l'ébranlement de tout le système financier mondial, qui ouvrait l'une des pires crises que le monde ait connues. Vous imaginez aisément les sollicitations dont je fus l'objet, en provenance de gouvernements désarmés devant les catastrophes qui s'accumulaient, mais aussi d'économistes qui m'avaient renié pendant trente ans, afin de trouver des parades à une crise qui était due à leurs propres erreurs antérieures. Je ne sus où donner de la tête et je dus même délaissier un temps le cercle de mes amis du *Bloomsbury Group* pour accomplir un périple autour du monde, appelé à l'aide par des États se découvrant brusquement au bord de la faillite.

Quelle ne fut pas ma surprise de rencontrer à cette occasion des gouvernements étonnés que leurs décisions répétées pendant des décennies de baisser les impôts des riches – tandis qu'ils ne pouvaient comprimer autant leurs dépenses – les aient conduits dans un état de déficit budgétaire permanent, les obligeant à un endettement croissant sur les marchés financiers.

La crise financière ayant dégénéré en crise économique profonde, entraînant fermetures d'entreprises et chômage, les recettes fiscales se contractèrent davantage, créant un cercle vicieux de déficits et de marasme économique accru. C'est de ce point dont je souhaite m'entretenir avec vous. Dans le cadre de mes pérégrinations touristico-économiques (ne raillez pas, vous me connaissez, je crois toujours nécessaire de joindre l'utile à l'agréable), je rencontrai ces docteurs Diafoirus penchés sur le lit du malade grec, Lagarde, Draghi et Barroso, affirmant que la saignée et la purge étaient les remèdes adéquats. Je faillis avoir une nouvelle attaque, mon cœur fatigué ne supportant plus la bêtise crasse et le cynisme méprisant.

Partout il n'est question que de baisser un peu plus les impôts dans l'espoir que la machine détraquée redémarre. Vous ne le croirez pas, mais tous ceux qui s'étaient moqués de mon multiplicateur ne jurent plus que par lui. Les sots ! Ils n'ont pas compris que le multiplicateur par le biais d'une augmentation des dépenses publiques est supérieur au multiplicateur par le biais d'une baisse des impôts, pour la simple raison que la propension marginale à consommer des bénéficiaires des dépenses est supérieure à celle des chouchous

¹ Correspondance publiée dans Jean-Marie Harribey, *Raconte-moi la crise*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2009, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/correspondance-marx-keynes.pdf>.

de la baisse des impôts. Il n'y a plus à s'étonner que, au sein de l'Union européenne, la règle d'or budgétaire soit une promesse de déflation, et que, outre-Atlantique, les mesures de *quantitative easing* ne produisent guère les effets escomptés, attendu que les liquidités monétaires supplémentaires tombent dans une trappe. L'exemple du Japon ayant pratiqué des taux d'intérêt quasi nuls pendant longtemps n'a visiblement pas servi d'exemple. Et la Banque centrale européenne continue de se draper dans une orthodoxie que la promesse d'acheter sans limite des titres publics sur le marché secondaire ne vient pas démentir, puisqu'elle continuera de s'interdire le moindre prêt direct aux États.

Ah, cet État ! Voué aux gémonies depuis ma disgrâce, il est maintenant appelé de nouveau à la rescousse, mais – et c'est là le paradoxe qui m'embarrasse – à contre-emploi, si j'ose dire. Tout n'est qu'incantations, imprécations et confusions. Incantations à la relance de la croissance économique tout en s'apant, par l'austérité, ses conditions de redémarrage. Imprécations contre les dépenses publiques tout en déplorant le retard en matière de recherche et d'énergies renouvelables. Confusions sur les causes de la crise, imputée au coût du travail, laissant dans l'ombre le fait que l'enrichissement des actionnaires coûte énormément à la société, vous n'en disconviez pas.

Il y a plus grave encore. La relance est invoquée, mais c'est à contretemps, je veux dire c'est contre notre temps, contre notre époque, qui voit arriver à grands pas l'extinction des ressources énergétiques fossiles, la raréfaction de maintes ressources non renouvelables et la perte de biodiversité, sans parler du réchauffement climatique. Nous sommes, vous et moi, légèrement (pour ne pas dire plus) embarrassés par nos épigones respectifs. Vous, dont ils ne retiennent souvent que le développement des forces productives, quoique vous l'ayez bien cherché, n'est-ce pas ? Moi, dont ils réduisent la pensée à la relance, alors que je me fendis autrefois à leur endroit d'une lettre prémonitoire que j'appelai *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*.

Il s'avère que ma *Théorie générale* n'est pas aussi générale que je l'espérais. Et cela me plonge dans des affres qui ne sont sans doute pas moins douloureuses que les maux dont vous souffrez. J'avais imaginé que mes *Perspectives* évoquées à l'instant eussent inspiré ceux qui prônent aujourd'hui la décroissance pour sortir de l'engrenage productiviste. Mais ma déception est grande. Ils tirent certes un constat lucide de l'épuisement des ressources et de l'impossibilité d'une croissance économique infinie. Mais ou bien ils ne savent pas penser la transition pour passer d'une économie où le bien-être est défini par l'accumulation matérielle à une économie où la qualité prime, ou bien ils optent pour une économie stationnaire sans dire à quel stade il faudrait s'arrêter. Ne pensez pas que mes craintes soient exagérées. J'achève ces jours-ci la lecture de deux ouvrages renommés et récents, que je vous recommande d'ailleurs, malgré leurs failles. La réédition de *Les limites de la croissance*² avance toujours l'idée que le monde connaît encore une croissance démographique exponentielle, ce qui n'est plus vrai puisque le taux de croissance de la population mondiale diminue. Le second, *La fin de la croissance*, propose de tendre vers un état stationnaire, à l'image de « la Suède, du Danemark, du Japon et de l'Allemagne [qui] ne dépendent pas d'un taux de croissance élevé pour maintenir leur économie³ ». Outre le fait qu'un taux de croissance « peu élevé » ne maintient pas l'économie en l'état, on comprend difficilement comment le monde entier connaîtrait une économie stationnaire en imitant les modèles ci-

² Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers, *Les limites de la croissance (dans un monde fini)*, 2004, trad. fr. Paris, Éd. Rue de l'Échiquier, 2012, p. 69.

³ Richard Heinberg, *La fin de la croissance, S'adapter à notre nouvelle réalité économique*, 2011, Plogastel Saint-Germain, 2012, Éd. Demi-Lune, Résistances, 2012, p. 290 ; voir aussi p. 289 et 323.

dessus. Sauf à ce que chacun reste dans son état, du plus riche au plus pauvre.

Vous comprenez, j'espère, mon cher Marx, mon désarroi. De quelque côté que l'on se tourne, ce n'est que vacuité théorique et impasse politique. Et le fait que vous ayez été vous-même rejeté dans l'oubli n'est pas pour me reconforter, je vous l'assure. Les quelques rares économistes qui osent encore se réclamer de vous et de moi, ou qui prolongent le travail de mon collègue Kalecki – que vous n'avez pas connu mais qui vous a lu mieux que moi encore – s'échinent à expliquer le rôle de la monnaie dans la dynamique économique, surtout lorsqu'une transition doit être organisée. Je vous laisse imaginer les perles que l'on entend fréquemment sur la monnaie qui, soi-disant, ne devrait pas être une dette, ou qu'il faut l'arrimer de nouveau à l'or, ou que la suppression du monopole public de l'émission de monnaie serait envisageable et bénéfique⁴.

Je me trouvais récemment en France, le pays des Lumières que vous admirâtes tant. Vous ne le croirez peut-être pas, mais ce pays sombre dans un obscurantisme croissant : un gouvernement socialiste qui se fait applaudir par le patronat quand il taxe le travailleur et détaxe l'employeur, un Premier ministre qui veut prendre de la hauteur en construisant un aéroport inutile, des prêtres enrobés, de toutes confessions, qui descendent dans la rue pour excommunier gays et lesbiennes, dont je me sens, vous ne serez pas surpris, pleinement solidaire, quoique je ne comprenne pas vraiment l'acharnement à revendiquer un mariage si décrié auparavant. La subtilité de la langue française me fascinera toujours : passer du droit *de* l'enfant au droit *à* l'enfant est à mettre, dit-on, au compte des *human rights* ! À moins qu'il ne s'agisse d'un hédonisme « avancé », comme certains le disaient naguère de la démocratie. Mais dans les deux cas, je m'en féliciterais et le mettrais au crédit de la France, d'autant qu'en ce jour, j'apprends qu'elle perd un peu plus son triple A.

Au compte, au crédit, on revient ainsi à nos préoccupations communes : l'économie se dévalue et notre profession aussi. Cela n'est sans doute pas pour vous déplaire, vieux contempteur du capitalisme. Cependant, pensez-vous que l'heure soit à l'imprécation ? Nos concitoyens n'ont-ils pas besoin urgemment d'un peu de répit, en attendant le règne de la liberté que vous leur avez promis, un peu trop rapidement peut-être. Ne manquez pas de me donner votre sentiment.

À vous lire, mon cher Marx, votre dévoué,

John Maynard Keynes

Londres, le 20 novembre 2012,

Mon cher Keynes,

⁴ *Ibid.*, p. 58, 82, 117, 149, 275. D'autres perles encore, confondant endettement de l'État et endettement du pays à propos du Japon, p. 186, ou confondant PIB et PIB par habitant, p. 257.

Je reconnais bien là votre sens de l'à-propos et votre esprit toujours aussi aiguisé. Vous m'écrivez ce jour où l'agence Moody's dégrade la note financière de la France quelques mois après que ce pays a subi le même sort de la part de Standard & Poors. Vous mesurez comme moi, j'en suis persuadé que, la pression exercée par les idéologues bourgeois pour que ce pays, après la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, rentre dans les clous plantés par ma compatriote Merkel, nouvelle fée Carabosse de l'Europe, jetant quantité de sorts, le moindre n'étant pas de condamner tout le monde à l'excédent commercial, objectif rigoureusement impossible à atteindre.

Je vous rassure, si je puis dire, d'emblée, j'éprouve les mêmes douleurs que vous, et je ne parle pas de mes furoncles qui m'empoisonnent la vie. Vous pestez contre les gouvernements sociaux-démocrates qui n'ont plus que le nom mais pas la couleur de la social-démocratie, que je serais presque prêt à regretter. Mais bon, foin de nostalgie ou d'amertume, le capitalisme tolère la social-démocratie quand il ne peut faire autrement, il la modifie génétiquement en social-libéralisme quand il peut s'en passer. Ce qui, littéralement, m'atterre (soit dit en passant, puisque vous visitiez la France récemment, vous avez sans doute rencontré les économistes qui se disent atterrés, à propos desquels je m'interroge : sont-ils keynésiens à la manière de votre *Théorie générale* ou bien à celle de vos *Perspectives pour nos petits-enfants* ? Je crains qu'ils ne soient pas encore tout à fait rangés à ces dernières), ce qui, je le disais, m'atterre, est l'atonie actuelle du prolétariat européen. Car prolétariat il y a toujours et même absolument appauvri en de nombreux endroits. Cependant, s'il n'a pas disparu socialement, son évanescence politique devient franchement inquiétante. Et c'est là l'origine de la toute-puissance patronale et du ralliement en rase campagne des gouvernements de tous bords aux idéologies régressives.

J'enrage de voir que toutes les fermetures d'usines, toutes les délocalisations, ne déclenchent aucune riposte globale de la part des syndicats qui, pour les uns, se contentent de réclamer une meilleure indemnisation, ou, pour d'autres, acceptent davantage de flexibilité contre une sécurité promise mais jamais effective, ou encore qui font allégeance à leurs bourreaux en adhérant à l'idée que le coût du travail est trop élevé. À ce propos, je suis effaré que, jusqu'au sein du salariat, on en soit à réclamer d'alléger les charges qui pèsent sur le travail. Je leur enverrai bien quelques lignes expliquant que le travail est seul créateur de valeur, mais je dois vous avouer que je ne suis pas encore très expert en maniement d'Internet et de ma nouvelle tablette qui m'affiche que mes quatre Livres du *Capital* sont trop gourmands en mémoire. J'en suis un peu revenu des prouesses de la technique. Quant au développement des forces productives sur lequel vous me chicanez, s'il est de qualité, qui s'en plaindra, certainement pas vous dont le bon goût est connu.

Pardonnez-moi, je m'écarte du sujet, j'y reviens : j'ai, moi, en mémoire un passage de votre *Théorie générale* où vous dites très clairement que le travail est le seul facteur productif.⁵ Comme je ne suis toujours pas en odeur de sainteté, pourriez vous adresser ce passage à quelque personnage haut placé en syndicalisme (j'en connais deux en France qui partent prochainement à la retraite, ils auront le temps de méditer) pour qu'ils comprennent que, puisque toute valeur vient du travail, on ne peut prélever que sur son fruit, et que, si on taxait davantage les profits, ce serait une manière de récupérer une partie de ce fruit. Et puis, au lieu de me chercher gentiment querelle à propos de mon penchant pour les forces productives, prendre contact avec le travail vous donnera d'autres visions que celles de la bonne société. Car pour comprendre la crise, il vaut mieux fréquenter les ateliers que les

⁵ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969, p. 223.

salons.

Au fond, la crise actuelle du capitalisme est la manifestation d'une tendance poussée jusqu'à son paroxysme, ce qui en fait son caractère systémique. Elle est une crise de la production de valeur, dans un double sens : celui que j'ai mis en évidence il y a bien longtemps, à savoir la difficulté, voire l'impossibilité, à faire produire toujours plus de valeur au travail et ensuite à la vendre à des travailleurs précarisés ; et celui dont les nouvelles générations prennent conscience et dont vous me parlez, à savoir, là encore, une impossibilité, celle d'engendrer une accumulation infinie sur une base naturelle finie. Contradiction sociale et contradiction écologique sont enfin reconnues aujourd'hui comme une seule et même chose. Encore que, si l'on m'avait écouté quand je disais que le capitalisme épuisait les deux sources de la richesse, la terre et le travailleur⁶, on n'en serait pas là. De même, je me suis tué à répéter que le capital était stérile. Il l'est resté, tellement bien qu'il s'ingénie à trouver des subterfuges pour s'emparer de terrains nouveaux et jauger les risques qu'il prend. Ainsi, on apprend aujourd'hui – décidément ce jour est à marquer d'une pierre blanche – qu'une quinzaine d'investisseurs internationaux (vous diriez « esprits animaux » spéculateurs) ont élaboré, en partenariat avec l'ONU et le Global Footprint Network, une méthode pour intégrer l'environnement dans le calcul du « risque pays » en comparant l'empreinte écologique et la biocapacité d'un pays. Voilà la dernière enclosure inventée : intégrer la nature dans le champ de la valeur destinée au capital.

Avez-vous observé d'autre part comment mes plus chaudes recommandations, que les vôtres rejoignent et je m'en réjouis, sont appliquées en les retournant de 180° ? Le Royaume-Uni de sa Majesté réduit son chômage en diminuant le temps de travail mais sous une forme pervertie : près de 60 % des nouveaux contrats de travail sont à temps partiel avec un salaire en proportion. L'Allemagne conduite par la fée sus-nommée fait pareil. Et il m'est venu aux oreilles que l'ancien Premier ministre Rocard plaidait pour la négociation du temps de travail par branches et par entreprises. Et c'est à moi, critique de l'État de classe, de lui expliquer que la loi permet de répartir entre tous le fruit de la productivité collective !

Je vous donne entièrement raison sur l'absurdité et le cynisme des politiques bourgeoises européennes. Les milliards coulent aisément vers les banques, alors que les pauvres n'arrivent à obtenir quelques centimes que difficilement. En moins de deux ans, j'ai noté que la banque Dexia aura reçu 12 milliards d'euros (6,5 en 2011 et 5,5 en 2012) des mains des États français et belge. Tandis que le minuscule programme d'aide européen aux plus pauvres de 500 millions par an sera abandonné en 2014, et les fonds structurels européens seront réduits de 25 % dans le budget pour les sept ans à venir. La bourgeoisie est sage et réaliste : une faillite bancaire fait courir des risques au système, quelques morts de froid ou de faim sont pour elle des détails. Mais le cas de la Grèce devrait faire réfléchir. Je n'ai pas souvenir qu'en deux siècles ce pays ait jamais échappé durablement au joug colonial. Et, plutôt que de consentir à annuler sa dette publique, ce qui adviendra de toute façon tôt ou tard, les Diafoirus dont vous me citez les noms préfèrent saigner le plus longtemps possible un peuple pourtant exsangue. Les Diafoirus en question ont d'ailleurs du mal à s'entendre entre eux, car la tutrice Lagarde du FMI veut mettre sur le dos des États la restructuration inéluctable de la dette grecque, que les autres préféreraient éviter en étalant les échéances.

Votre question sur la sortie du mythe de la croissance économique infinie rejoint tout à fait mes préoccupations actuelles, dont je reconnais bien volontiers qu'elles s'écartent quelque peu de certains de mes écrits antérieurs sur le développement des forces productives et surtout

⁶ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I, p. 998.

des interprétations qui en furent données par la suite. Et je me trouve aussi démuné que vous quant au chemin différent à emprunter. Les principes sont faciles, la mise en œuvre l'est moins. Deux temporalités se heurtent : à court terme, et même dans l'urgence, il faut remettre sur des rails l'économie que le capitalisme a fait dérailler ; à moyen terme, il faut d'autres rails pour se diriger ailleurs à long terme. Si mon dos me laisse tranquille, je vais aller apporter mon soutien à l'*Occupy à la française*, à Notre-Dame-des-Landes. Le projet d'un aéroport international supplémentaire au moment de la disparition programmée du pétrole en dit long sur la fuite en avant concoctée par la collusion du capital (Vinci) et de l'État (présidé par un Hollande qui convoque une Conférence environnementale vidée de son sens).

Baisse dudit coût du travail et mise en œuvre de projets inutiles et destructeurs sont les deux mamelles de la France social-libérale. J'en suis d'autant plus révolté que j'ai toutes les peines du monde à amener ceux qui se réclament encore de moi à penser ensemble le social et l'écologie, comme les deux clés inséparables du futur de l'humanité. Ils sont tellement prisonniers du mythe de l'abondance qu'ils n'imaginent pas qu'on puisse sortir d'une course perpétuelle au plus travaillant et au plus polluant. Le temps libre, voilà la vraie richesse, je l'ai toujours dit⁷ et je sais que vous en êtes convaincu également, bien que vous ne l'ayez que peu abordé dans votre *Théorie générale*. Les infrastructures inutiles, voilà l'anti-richesse.

Je me demande si, la bourgeoisie étant totalement dépourvue d'humour, et surtout imperméable au vôtre, elle n'a pas pris au pied de la lettre votre mot à l'emporte-pièce : plutôt que de laisser des chômeurs sans un penny, payons-les à creuser des trous et à les reboucher. Car c'est un peu ce qu'elle va faire à Notre-Dames-des-Landes : construire des pistes d'atterrissage, qui seront obsolètes à peine terminées, et déplacer tritons et grenouilles du bocage naturel. Mon cher Keynes, vous et moi sommes maudits : nos meilleures intentions vont paver l'enfer capitaliste.

Je reste optimiste cependant parce que nous arrivons à la fin d'un cycle : la marchandisation et l'accumulation infinies sont condamnées. Inutile de prêcher, selon votre marotte, la régulation d'un système voué à disparaître, il est vrai je ne sais pas trop quand. Mais prenons les choses à la racine, afin d'accélérer les choses car le capitalisme a produit ses dernières feuilles, il n'a plus de projet pour l'humanité.

Votre dévoué,

Karl Marx

⁷ Karl Marx, *Principes d'une critique de l'économie politique (Grundrisse)*, 1857-1857, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 310.